

Unieux,
le 29 janvier 2021.

**NOTE COMPLÉMENTAIRE N°2 À L'ORDRE DU JOUR
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1^{ER} FEVRIER 2021**

RESSOURCES HUMAINES

Suite à l'avis favorable unanime du Comité technique du 29 janvier 2021, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les projets de délibération relatifs aux 1607 heures et à la mise en place du RIFSEEP, ainsi que fixer les nouveaux niveaux de montants du régime indemnitaire de la commune. Étant donné qu'il s'agit de l'intérêt général de tous les personnels et que pour des raisons techniques et organisationnelles dues à la crise sanitaire ces décisions n'ont pu être prises plus tôt, il est proposé de les appliquer de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2021.

Également suite à l'avis favorable unanime du Comité technique du 29 janvier 2021, afin d'apporter un soutien administratif et décisionnel au personnel d'astreinte d'exploitation d'assurer la continuité du service public, il est proposé au Conseil municipal de valider le projet de délibération relatif à la mise en place d'astreintes administratives à partir du 1^{er} mars 2021.

Il est également proposé au Conseil municipal de maintenir l'emploi de contractuel du niveau de la catégorie A, à temps complet, afin d'assurer les missions de Référent de Parcours du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), suite au renouvellement du contrat avec le Conseil départemental en décembre 2020. Pour tenir compte de l'ancienneté et l'expérience acquise dans le poste, il est proposé au Conseil municipal de fixer la rémunération au niveau 5^{ème} échelon du grade d'attaché territorial, actuellement indice brut 567 à partir du 1^{er} janvier 2021.

Conformément à la réglementation, Monsieur le Maire propose d'autoriser le versement d'une indemnité compensatrice des congés annuels non pris dès lors que la relation de travail prend fin sans que l'agent titulaire, stagiaire ou contractuel n'ait pu prendre ses congés. Ce droit à indemnisation est limité au minimum garanti de quatre semaines par an (20 jours). Cette indemnité est égale au 1/10ème de la rémunération totale brute perçue par l'agent lors de l'année en cours.

Le Maire,

Christophe FAVERJON.

